



## FRANCE

# La généralisation des repas à 1 euro, un défi pour les Crous

Jeudi, le ministre de l'enseignement supérieur a annoncé une rallonge de 20 millions d'euros pour recruter de nouveaux agents

**O**n est tous dans le même bateau!», lance le ministre de l'enseignement supérieur, Philippe Baptiste, à la dizaine d'agents du Centre régional des œuvres universitaires et scolaires (Crous) de Créteil venus à sa rencontre, jeudi 12 février, à Villetaneuse (Seine-Saint-Denis), sur le campus de l'université Sorbonne Paris Nord. « Vous êtes là, ça nous rassure de voir qu'on n'est pas tout seuls », lui confie un responsable des approvisionnements. « Ici, 70 % des étudiants mangent déjà pour 1 euro. C'est l'université où il y a le plus de fréquentation à ce tarif, déclare la responsable de la cafétéria. Les 30 % supplémentaires, ce sont des étudiants qui ramènent un repas de chez eux, et ces 30 %, on sait qu'on va les récupérer dans notre restaurant. On a peur de ne pas y arriver. »

Pour tenter de répondre aux inquiétudes des personnels dans la perspective de la généralisation du repas à 1 euro à tous les étudiants, au mois de mai, le ministre a annoncé que 20 millions d'euros supplémentaires seraient dégagés pour « accompagner » les restaurants universitaires, notamment en recrutant de nouveaux agents. Une somme qui viendra s'ajouter aux 30 millions d'euros déjà fléchés dans le budget 2026, destinés à compenser le manque à gagner des Crous, puisque, jusqu'ici, les non-boursiers s'acquittaient de 3,30 euros par repas.

La mesure, qui trouve son origine dans l'accord passé entre le Parti socialiste et le premier ministre, Sébastien Lecornu, pour que soit voté le projet de loi de finances 2026, a de quoi impressionner quand on se figure les difficultés que rencontrent déjà les restaurants universitaires pour répondre à la demande des étudiants. « On est passés à 400 000

repas annuels contre 200 000 en 2022, précise Virginie Catherine, directrice du Crous de Créteil. On a donc doublé leur nombre en trois ans. »

Instauré à partir de la rentrée 2020 dans le contexte de la crise due au Covid-19, le tarif de 1 euro était réservé aux étudiants touchant une bourse sur critères sociaux, puis son accès avait été élargi à l'ensemble des étudiants, entre janvier et août 2021 seulement. Depuis, seuls les boursiers et les étudiants justifiant d'une situation de précarité particulière peuvent y prétendre.

## « Pression en cuisine »

« Je suis consciente que des difficultés nous attendent, dit Bénédicte Durand, présidente du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (Cnous). Nous avons quelques fragilités bâties et il va falloir préserver la santé et la qualité de vie des équipes qui sont certes à disposition des étudiants, mais pas dans n'importe quelles conditions. »

En un an, le ministre de l'enseignement supérieur aura été contraint de faire le grand écart. Il s'était opposé à une proposition de loi socialiste instaurant le repas étudiant à 1 euro pour tous, votée en janvier 2025 par une large majorité de députés – elle n'a pas été examinée au Sénat. M. Baptiste avait alors déploré une « fragilisation des Crous » due à une « perte de recettes considérable ». « Je crois en la justice d'un système où chacun contribue en fonction de ses moyens », avait-il affirmé dans l'Hémicycle, regrettant qu'on puisse « jouer la solidarité au bénéfice des plus favorisés ».

Contraint, le ministre concède aujourd'hui que la mesure présente un « intérêt », en l'absence de refonte du système des bourses sur critères sociaux, laquelle

coûterait selon lui entre 400 millions et 500 millions d'euros, « ce qu'on ne peut pas se permettre dans le contexte actuel des finances publiques ». « Cela va donner de l'argent à des étudiants qui ne sont pas boursiers et parmi lesquels il y a aussi une précarité, en particulier ceux qui sont juste en dessous de la marche pour accéder aux bourses », estime ainsi M. Baptiste.

« On ne peut pas y aller comme ça en claquant des doigts », relève cependant M. Baptiste. Outre les repas du midi à table, il faut réfléchir à d'autres solutions qui permettront d'augmenter le nombre de repas servis. « Par exemple, avec le service de vente à emporter Crous and go ou en ouvrant le restaurant le soir, mais aussi en améliorant les flux le midi, répartis en différentes vagues, suggère le ministre aux agents du Crous de Créteil. On va regarder Crous par Crous, restaurant par restaurant, et les solutions ne seront pas les mêmes pour tous. »

Pour le syndicat CFDT, qui revendique dans un communiqué d'être à l'origine de la rallonge de 20 millions d'euros annoncée par le ministre, « sans emplois supplémentaires, le dispositif ne tiendra pas ». L'organisation réclame 500 emplois de plus dès le mois de mai. « La pression en cuisine, à la plonge, au service et au nettoyage est déjà à un niveau critique, souligne-t-elle. Le repas étudiant à 1 euro ne doit pas devenir un facteur d'épuisement professionnel, un accélérateur de précarité, un risque pour la qualité du service public. »

Le modèle économique des Crous doit lui aussi être préservé, a souligné Bénédicte Durand. Le coût réel du repas se situe entre 8 et 9 euros, cuisiné avec des produits français à 80 % et d'origine biologique à 15 %, négocié par une centrale d'achat unique. « Dans





*les collectivités locales, ce coût se situe plutôt entre 10 et 15 euros, relève-t-elle. Notre modèle a un coût de revient le plus serré possible et est bon dans les assiettes.»*

Le chef cuisinier du resto U de l'université Paris-VIII, à Saint-Denis, redoute que la réforme engagée au bénéfice de tous les étudiants se fasse au détriment

de la qualité des produits. « Chez nous, il y a huit plats du jour différents et un dessert maison quotidien. Les étudiants y sont très attachés, et nous aussi », a-t-il confié au ministre. ■

SOAZIG LE NEVÉ

**« On est passés à 400 000 repas annuels, contre 200 000 en 2022 »**

**VIRGINIE CATHERINE**  
directrice du Crous de Créteil

